



AVENANT AU CONTRAT DE VILLE DE L'AGGLOMERATION DE SAINT DIZIER, DER ET BLAISE

Protocole d'engagements renforcés et réciproques

Préambule

La rénovation des contrats de ville inscrite dans la loi des finances du 28 décembre 2018 et la circulaire du premier ministre du 22 janvier 2019 doit donner lieu à la définition d'engagements renforcés et réciproques entre l'État et les collectivités.

Ce protocole a pour ambition de décliner, à l'échelle locale, les différentes mesures adoptées par l'Etat et les engagements partenariaux pris en particulier avec les collectivités (via le Pacte de Dijon) et les entreprises (via le PaQte - *pacte avec les quartiers pour toutes les entreprises*).

Dans cette perspective, l'objectif de ces protocoles est de :

- Recentrer l'intervention sur les enjeux majeurs du Contrat de Ville (besoins non couverts des habitants des quartiers prioritaires), notamment au regard des résultats des évaluations conduites à mi-parcours.
- Clarifier et opérationnaliser les objectifs communs à l'ensemble des signataires du Contrat de Ville (dans leur ambition et leur formulation).
- Articuler les enjeux des territoires en politique de la ville avec ceux des autres territoires dans une logique de projet de territoire en articulant toutes les politiques publiques.
- Réaffirmer le principe d'une gouvernance partagée associant les membres des Conseils Citoyens et l'explicitier (à l'aulne des réalités territoriales).
- Décrire les améliorations visées dans les processus d'organisation des différentes échelles territoriales concernées (métropolitaine, intercommunales, communales...) et l'évolution des modalités de mise en œuvre du Contrat (animation, ingénierie, méthodes et outils).

Les signataires ci-dessous, directement concernés par les enjeux identifiés et parties prenantes de l'élaboration du protocole, valident son contenu et s'engagent, conformément à leurs missions et eu égard à leurs compétences, à le mettre en œuvre jusqu'en 2022.

- Le Président de l'Agglomération Saint-Dizier, Der et Blaise, Philippe BOSSOIS
- La Maire de Saint-Dizier, Elisabeth ROBERT-DEHAULT
- La Préfète de la Haute-Marne, Elodie DEGIOVANNI

Ce protocole donne lieu à un avenant qui sera annexé au Contrat de Ville.

Article 1 : Eléments relatifs au contrat initial

Le contrat de ville de Saint-Dizier, Der et Blaise a été signé le 29 juin 2015 entre la Ville de Saint-Dizier, la Communauté d'Agglomération de Saint-Dizier, Der & Blaise, la Préfecture de la Haute-Marne, le Conseil Départemental de la Haute-Marne, le Conseil régional, le Tribunal de Grande Instance, le Procureur de la République, l'Académie de Reims, la Caisse des dépôts et consignations Champagne-Ardenne, l'Office Public de l'Habitat de Saint-Dizier, la SA d'HLM Foyer Rémois, la SA d'HLM Plurial-Novilia, la Caisse d'Allocations Familiales de la Haute-Marne, l'Agence Régionale de la santé Champagne-Ardenne, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Haute-Marne, le Pôle emploi, le CDAD, les Missions locales et la Chambre de Commerce et d'Industrie de Haute-Marne.

Il résulte d'une concertation avec l'ensemble des partenaires et d'un travail de diagnostic visant à identifier les besoins les plus prégnants de la population du territoire.

Le Contrat de ville vise à agir en cohérence avec les besoins repérés sur le territoire. Il y est également mis en avant l'importance d'éviter le saupoudrage financier et de favoriser le soutien au développement et à la pérennisation d'actions structurantes pour le territoire

Le contrat de ville se structure autour de trois piliers thématiques (cohésion sociale, cadre de vie et renouvellement urbain, développement économique et emploi), et de neuf axes stratégiques qui eux-mêmes renvoient à un certain nombre d'enjeux et d'orientations (cf. tableau joint en annexe qui reprend ces éléments, parfois en les adaptant à l'évolution du contexte).

Le contrat de ville de l'Agglomération Saint-Dizier, Der et Blaise concerne un quartier prioritaire (Quartier du Vert-Bois) et deux quartiers de veille (Le Grand Lachat et La Noue).

Article 2 : Eléments d'évolution du contexte

L'analyse produite en 2017 par le conseil régional Grand Est dans le cadre du Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET)¹ indique que la Communauté d'agglomération Saint-Dizier, Der & Blaise est un territoire en déprise démographique. Néanmoins le territoire demeure attractif et exerce des fonctions de centralité au bénéfice d'un large territoire rural. Les déplacements domicile-travail sont largement dominés par Saint-Dizier compte tenu de son influence en tant que pôle de services et d'emploi. Mais, le contexte de bassin industriel en profonde mutation favorise des situations de précarité qui concernent principalement la ville centre où les écarts de revenus avec les populations les plus aisées peuvent être importants. Le taux de pauvreté y est particulièrement élevé (26% contre 18.6% au niveau de l'agglomération pour la même période). Par ailleurs, la ville centre à bénéficier des acquis d'une population jeune même si elle voit croître dans le même temps la population des 60-74 ans mais de manière moindre qu'à l'échelle de l'agglomération.

Les évolutions relevées à l'échelle de la ville affectent particulièrement le quartier du Vert-Bois, qui compte 7 470 habitants (soit 29.2% de la population de Saint-Dizier), quartier historiquement en politique de la ville. Ce quartier, en dépit des profondes mutations urbanistiques qu'il a connu liées au programme de rénovation urbaine (2004-2014), reste marqué par de nombreuses fragilités. Le plan de renouvellement urbain (2018-2024), en cours, relève d'une logique de renouvellement de l'offre de logements et vise le développement de l'attractivité du quartier. L'accent est mis sur l'amélioration de la qualité de vie dans le quartier.

Malgré les efforts réalisés les données disponibles font état d'un quartier qui reste marqué par des caractéristiques sociodémographiques spécifiques par rapport au reste de la Ville de Saint Dizier

¹ <https://www.grandest.fr/wp-content/uploads/2017/02/16-ca-saint-dizier-der-et-blaise.pdf> - Fiche SRADDET, Conseil Régional – Mars 2017

et à l'Agglomération². Il demeure un quartier plus jeune que le reste du territoire. Les moins de 25 ans représentent 34.7% de la population du quartier (28.8% à l'échelle de la Ville). C'est également un quartier qui compte une présence étrangère deux fois plus importante que celle relevée à l'échelle de la ville et quatre fois qu'à celle de l'agglomération. La part des ménages isolés y est également élevé et croît plus fortement qu'au niveau de la Ville ou de l'agglomération. Une des évolutions positives concernent le taux de scolarisation des 15-24 ans (47.2%) qui, quoique toujours en deçà du niveau de la ville et de l'agglomération, est en nette augmentation. Par contre la situation par rapport à l'emploi reste dégradée et s'est renforcée (suivant en cela l'évolution relevée à l'échelle de la Ville). Le taux de pauvreté y atteint 48.8%.

Article 3 : Objet de l'avenant en termes d'enjeux

En dépit des efforts faits (sur le plan urbanistique comme sur le plan éducatif et social) les habitants et habitantes du quartier du Vert-Bois continue à présenter un profil socio-démographique atypique.

Néanmoins, les acquis de transformation à l'échelle du Vert-Bois du fait de la rénovation urbaine apparaissent réel pour un nombre important d'acteurs : habitants, usagers du territoire et partenaires du contrat de ville. Le cadre de vie a connu une amélioration. Pour autant les défis restent importants, tant sur le plan du cadre de vie, de l'accès aux services et aux commerces que sur celui du droit (droit à la santé, enjeu de mobilité).

De ce fait les actions à mener au bénéfice des habitants et habitantes du Quartier du Vert-Bois nécessitent de tenir compte des singularités suivantes :

- une vacance élevée nécessitant de travailler sur l'attractivité
- une population où la part de jeunes est élevée
- un rapport à l'emploi précaire notamment pour les femmes
- une augmentation des situations de pauvreté monétaire et de vulnérabilité sociale
- un cadre de vie optimisé (environnement) à garantir dans la durée.

Dans ce contexte, une grande partie des enjeux initialement identifiés au moment de la signature du contrat de ville, reste d'actualité voire nécessite un renforcement compte tenu de la situation locale et des leviers possibles d'actions.

Le protocole vise donc à agir prioritairement sur les enjeux suivants :

- Développer une offre éducative globale par la réduction des écarts de réussite scolaire mais aussi par un développement des actions visant à lutter contre l'échec scolaire ;
- Poursuivre les efforts en terme de soutien à la parentalité, qui devront tenir compte de la situation de non-maitrise ou de faible maitrise de la langue d'une partie de ces parents ;
- Garantir un état de santé moral et physique de tous en agissant sur les vulnérabilités, les situations de pauvreté ;
- Garantir l'égalité de traitement (lutte contre les discriminations, égalité femmes-hommes) comme l'accès aux droits y compris en terme de sécurité ;
- Agir de manière volontariste pour lever les freins à l'emploi notamment en faveur de la mobilité, en tirant partie de l'Insertion par l'Activité Economique ;
- Innover en soutenant les porteurs de projets existants, en renforçant les partenariats et faire financer un certain nombre de leviers par le droit commun (incubateur notamment) ;
- Garantir les acquis de la rénovation urbaine par une Gestion Urbaine et Sociale de Proximité optimisée et en proximité (moyens humains) ;
- Favoriser toutes les formes d'intermédiation et développer la médiation ;
- Poursuivre une politique de diversification de l'habitat.

Par ailleurs, et dans le cadre d'une réflexion plus globale portée à l'échelle de la ville en direction des jeunes, une attention particulière sera portée à ce public afin de leur permettre de bénéficier

² Cf. rapport annuel 2017-2018 et rapport évaluatif à mi-parcours.

au mieux de l'offre de services existantes et de les inscrire dans une dynamique assurant leur développement personnel et leur autonomie dans les différentes sphères de leur vie.

Le tableau annexé à ce protocole rend compte de la déclinaison en termes d'actions et/ou de dispositifs.

Article 4 : Participation citoyenne

Les habitants-es des quartiers prioritaires (via notamment la mobilisation des conseils citoyens) sont à la fois les premiers-ères bénéficiaires des actions mises en œuvre mais aussi ceux et celles qui peuvent faire valoir les atouts et difficultés du territoire et leurs besoins. Plus que jamais ils et elles doivent être associés à la mise en œuvre du contrat de ville. La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, précise que « des représentants du conseil citoyen participent à toutes les instances de pilotage du contrat de ville, y compris celles relatives aux projets de renouvellement urbain » (TITRE III - Chapitre II, Art.7, I).

Dans le cadre du contrat de ville de Saint-Dizier Der et Blaise un conseil citoyen a été mis en place dès mars 2015. Il est constitué de deux collèges chacun composés de 6 personnes dans le respect de la parité. Les membres du collège habitants ont été tirés au sort suite à un appel à candidature. Les membres du collège acteurs locaux ont été désignés au regard de leur implication quotidienne au sein du quartier. Ce conseil citoyen n'ayant pas d'existence propre il a été rattaché juridiquement à l'Espace Bragard. Les aléas de cette structure depuis plus de deux ans (rapprochement de structure, refonte du projets, changement de direction et renouvellement des salariés) en a affaibli le fonctionnement. L'absence d'animation dédiée a également constitué un écueil.

Le fonctionnement du Centre socio-culturel, et dans ce cadre de la Maison de projet, peut constituer un atout à la condition de disposer des moyens humains pour l'animer et de mettre en place les conditions d'une réelle implication des habitants.

Dans le cadre du protocole, il est décidé de repenser le fonctionnement du conseil citoyen en l'inscrivant dans la dynamique de création – transformation de l'Espace Bragard en centre socio-culturel municipalisé. Par ailleurs, dans le cadre d'un poste d'adulte-relais, la mise en place d'un animateur devrait permettre de redynamiser les réflexions.

Le conseil citoyen assure par ailleurs la co-animation du Fonds de participation des habitants. Ce dispositif ancien soutien le financement d'actions (ayant un coût modeste) visant à permettre aux habitants de s'approprier leur environnement ainsi que le développement d'activités, d'animations visant le renforcement du lien social.

Article 5 : Modalités de gouvernance

La mise en œuvre de ces orientations renforcées repose de fait sur une gouvernance et une ingénierie adaptées. « Rien ne se fera sans un engagement collectif, réciproque et coordonné » (Pacte de Dijon, avril 2018).

Le contrat de ville a prévu la mise en place et le fonctionnement des instances suivantes :

- comité de pilotage (à l'échelle départementale) regroupant l'ensemble des signataires
- comité de pilotage local : instance restreinte composée du président de la communauté d'agglomération, du sous-préfet et de la DDCSPP, qui doit se réunir deux fois l'an pour :
 - définir les orientations de la programmation annuelle et les modalités d'accompagnement des projets
 - proposer prioritairement la mobilisation du droit commun, pour se faire en connaître les objectifs des partenaires concernés, notamment pour rechercher des co-financements

- veiller à l'articulation des différentes contractualisations et dispositifs (ex : stratégie de prévention de la délinquance, plan de lutte contre les discriminations, charte entreprises...)
- comité technique : il regroupe les techniciens des différentes composantes des partenaires signataires du contrat de ville

L'animation opérationnelle du contrat de ville est confiée à la Communauté d'agglomération. Par ailleurs des commissions thématiques (correspondant à chaque pilier) doivent être organisées au moins une fois par an. Du fait des moyens disponibles et du temps pris par la programmation la mise en œuvre de ces instances n'a pas été complètement respectée. Des comités de suivi par action ont cependant été mis en place avec les porteurs et ont mobilisés les partenaires concernés.

L'évaluation et les rencontres entre signataires ont fait apparaître l'importance de renforcer l'action menée au bénéfice des habitants et habitantes par :

- Optimiser le travail en partenariat à différents niveaux et sous des modalités qui restent à préciser entre acteurs concernés :
 - entre acteurs associatifs (notamment en lien et/ou sous l'impulsion du centre socio-culturel),
 - entre acteurs associatifs et signataires du contrat de ville
 - entre signataires eux-mêmes, avec un accent particulier à mettre au niveau de la relation entre l'Etat et la collectivité (Agglomération et/ou Ville).

Au-delà de la nécessité de « renforcer, soutenir, structurer la vie associative » déjà inscrite dans le contrat de ville depuis sa signature en 2015, il s'agit de développer des projets associatifs plus ambitieux en les « sécurisant », il est primordial de construire un réseau d'acteurs dans une relation contractuelle de projets, autour de projets communs. Pour assurer ces structures, elles s'inscriraient dans le cadre de conventions pluriannuelles et pluri-partenariales (« socle de sérénité »).

Cela suppose également des modalités de coopération renforcée entre financeurs.

- Promouvoir une logique d'observation et de suivi partagé des actions menées pour permettre une adaptation permanente des actions aux réalités constatées sur le terrain.
- Renouveler les modalités d'intervention afin de renforcer la mobilisation des habitants / leur implication – engagement (y compris les jeunes) dans les actions :
 - au niveau des actions afin de renforcer les interventions auprès des habitants privilégiant les démarches en proximité, y compris en « allant vers » les plus éloignés,
 - au niveau des financements, en engageant des réflexions entre partenaires pour optimiser les modalités de financement, le contenu des appels à projet dans une logique de cohérence de l'action publique au bénéfice des habitants,
 - entre acteurs afin de proposer des modalités d'actions adaptés au territoire (notamment dans le champ de l'emploi)
 - au niveau de l'accompagnement des porteurs de projets afin de faire face aux défis actuels (faiblesse de certains acteurs, fragilité associative...).

Le renforcement de la place et du rôle des habitants et habitantes dans toutes les démarches et actions constitue un incontournable pour garantir la réussite de l'action menée.

Le XX 2020 à XX
Signataires